

CSP (3) : réactions contrastées

« Bon débarras ! », s'est réjoui le Snalc-FGAF, se félicitant « d'avoir fortement contribué à la liberté retrouvée de Michel Lussault » en signalant « les gigantesques dysfonctionnements (...) lors de la fabrication des programmes du primaire et du collège ». Le Snalc espère « que le nouveau ministère saura infléchir ces programmes, par exemple en y indiquant des repères annuels clairs ». Pour la Société des agrégés, la présidence de M. Lussault a été « marquée par la provocation et la polémique, loin de l'instauration du climat et du dialogue nécessaires à une réflexion sereine sur les améliorations à apporter à l'enseignement et aux programmes ». A l'opposé, le SE-UNSA salue un « défenseur de l'école publique bienveillante et exigeante, qui croit en la démocratisation du savoir et en la visée émancipatrice de l'éducation ». « Sous sa présidence, le CSP a mené un travail de titan avec des moyens pourtant réduits », estime ce syndicat, qui juge « inacceptable de [le] remettre en cause d'un revers de la main (...) sans qu'aucune évaluation n'ait été faite ». Quant au SNES-FSU, il « prend acte » de cette démission, réaffirme son attachement « au principe d'une instance indépendante » et rappelle qu'il avait « accueilli favorablement (...) la volonté du CSP de construire une culture commune à travers l'écriture de nouveaux programmes ». Il souhaite également que « des repères annuels soient précisés dans les programmes du collège ».